



**HAL**  
open science

# “ Dreyfus sur la toile ”! La projection documentaire dans le militantisme dreyfusard

Guillaume Delangue

► **To cite this version:**

Guillaume Delangue. “ Dreyfus sur la toile ”! La projection documentaire dans le militantisme dreyfusard. Sociétés & Représentations, 2024, n°57, p. 349-366. hal-04790510

**HAL Id: hal-04790510**

**<https://hal.science/hal-04790510v1>**

Submitted on 22 Nov 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Guillaume Delangue

## « Dreyfus sur la toile » !

### La projection documentaire dans le militantisme dreyfusard

---

L'affaire Dreyfus a écoulé bien des bobines de pellicule. Une dizaine de films a été tournée au moment du scandale<sup>1</sup>. Pour l'essentiel des productions anglaises, américaines, et françaises. Toutes sont des actualités reconstituées ou reconstitutions en studio, sauf les images documentaires enregistrées à Rennes par J.W. Orde en marge du procès en révision de Dreyfus. Sur le fond, ces œuvres sont majoritairement favorables à la cause dreyfusarde, et proposent un récit plus ou moins complet des tribulations judiciaires surmontées par le capitaine martyr. Pour autant, et malgré ses sympathies affichées, ce support ne semble pas avoir été exploité par les militants dreyfusards au cours de leurs conférences, meetings, et réunions publiques. Les historiens spécialistes des représentations de l'affaire – Sébastien Denis, Shlomo Sand, Anne-Marie Matard-Bonucci<sup>2</sup> – ont commenté les aspects techniques et économiques de ces films, mis en avant la question de la censure, mais n'ont jamais relevé la trace d'une réutilisation politique de ces bandes dans les assemblées dreyfusardes. Ceci dit, d'autres images de nature différente échappent à ce constat, et trouvent un certain succès au contact de l'activisme militant ; ce que nous démontrerons dans cet article.

1. *Amann the great impersonator*, réalisateur inconnu, British Mutoscope and Biograph Company, Angleterre, 1899 ; *Trial of Captain Dreyfus*, réalisateur inconnu, American Mutoscope and Biograph Company, États-Unis, 1899 ; *Dreyfus receiving his sentence*, réalisateur inconnu, American Mutoscope and Biograph Company, États-Unis, 1899 ; *Dreyfus Trial Scenes*, Julius W. Orde, Biograph and Mutoscope for France, Angleterre, 1899 ; *The Trial of Captain Dreyfus at Rennes/The Dreyfus Case*, Sigmund Lubin, États-Unis, 1899 ; *L'affaire Dreyfus*, Georges Méliès, Star-Film, France, 1899 ; *L'affaire Dreyfus*, réalisateur inconnu, Société Pathé Frères, France, 1899.

2. Sébastien Denis, « L'affaire Dreyfus au cinéma », *Vingtième siècle. Revue d'Histoire*, n° 88, 2005, p. 141-148 ; Shlomo Sand, « Dreyfus made in Hollywood », *L'Histoire*, n° 173, janvier 1994, <https://lhistoire.fr/dreyfus-made-hollywood>, n.p. ; Marie-Anne Matard-Bonucci (dir.), *Antisémythes : l'image des juifs entre culture et politique (1848-1939)*, Paris, Nouveau monde éditions, 2005, p. 231-233.

En 1894, année d'incarcération du capitaine, les vues photographiques ou diapositives sont exploitées au bénéfice d'une éducation populaire en plein essor<sup>3</sup>. Il s'agit pour l'État et de multiples initiatives privées de promouvoir une « seconde instruction » à destination des adolescents tout juste sortis de l'école, et des adultes soucieux de parfaire leur culture. Les vues sont projetées au mur via une lanterne magique améliorée fonctionnant à la lumière oxyhydrique. Une technologie parfois contestée, depuis que sa responsabilité a été établie dans l'incendie du bazar de la Charité en 1897. Entre enseignement et émerveillement des publics pour les images, le succès est immédiat<sup>4</sup> ! Il s'agit pour l'orateur d'illustrer son propos en prenant appui sur une série de diapositives. Les universités populaires sont l'écrin privilégié pour ce type de pédagogie. Elles connaissent un développement exponentiel grâce à leur colonne vertébrale d'intellectuels dreyfusards, qui se retrouvent tant dans les conseils d'administration qu'à la tête des enseignements prodigués<sup>5</sup>. C'est là qu'on y accueille le parfait mélange entre projection lumineuse et conférence populaire. « Conférence », un terme qui fait sens pour les organisateurs de ce « pré-cinéma », comme pour les militants dreyfusards.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le sort tragique du capitaine Dreyfus remue la vie politique française. Depuis que le précurseur Bernard Lazare<sup>6</sup> a exhumé le scandale de son anonymat judiciaire, une communauté dreyfusarde a repris le flambeau. Elle parvient à s'implanter durablement dans le débat public malgré son infériorité partisane et médiatique<sup>7</sup>. Faire vivre l'injustice du capitaine

3. Armelle Sentilhes, « L'audio-visuel au service de l'enseignement : projections lumineuses et cinéma scolaire. 1880-1940 », *Gazette des archives*, n° 173, 1996, p. 165-182.

4. *Ibid.*

5. Pour Bertrand Tillier, près de 230 universités populaires voient le jour entre 1898 et 1901, et accueillent pas moins de 50 000 adhérents. Ces établissements ont souvent pour fondateurs des dreyfusards notoires. C'est le cas à Montpellier avec Célestin Bouglé, à Versailles avec Gabriel Monod, à Rennes avec Victor Basch, ou à Laval avec Félicien Challaye. Bertrand Tillier, *Les artistes et l'affaire Dreyfus : 1898-1908*, Paris, Champ Vallon, 2009, p. 164-165 ; Christophe Premat et Olivier Sigaut, « La diffusion des universités populaires en France : 1898-1914 », communication au colloque « Formas y espacios de la educación popular en la Europa mediterránea », Casa de Velázquez Madrid/UNED/ Ministerio de Educación de España, octobre 2009, Madrid, Espagne, <https://shs.hal.science/halshs-00514195>.

6. Bernard Lazare, *Une erreur judiciaire. La vérité sur l'affaire Dreyfus*, Bruxelles, Imprimerie Monnom, 1896.

7. En février 1898, il y a sept quotidiens dreyfusards, ce qui représente 3,7 % du tirage global. À l'automne 1898, ils sont 8 quotidiens pour 8 % de part de marché. Au moment du procès en révision (août 1899), 17 titres pour un tirage qui oscille entre 10 et 15 % de part de marché. Par ailleurs, au printemps 1899, les statistiques communiquées au président Loubet estiment qu'il y a 500 000 lecteurs de la presse dreyfusarde contre 2 400 000 lecteurs de journaux antidreyfusards. Janine Ponty, « La presse quotidienne et l'affaire Dreyfus en 1898-1899. Essai de typologie », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. 21, n° 2, 1974, p. 193-220, <https://doi.org/10.3406/rhmc.1974.2294> ; Philippe Oriol, *L'histoire de l'affaire Dreyfus : de 1894 à nos jours*, Paris, Les Belles lettres, 2014, p. 913.

est un sacerdoce du quotidien. À la moindre défaillance, l'affaire est susceptible de retourner d'où elle vient. C'est pourquoi les dreyfusards cultivent une hyperactivité militante<sup>8</sup>, dans le but de compenser la lourdeur d'un climat politique défavorable. Pour ce faire, ils ont recours à un arsenal diversifié de la contestation, allant du maniement de l'écrit – publication d'ouvrages, d'articles, de tribunes, de pétitions, de pamphlets, de brochures, de caricatures, d'affiches – à l'occupation des lieux publics sous toutes ses formes : organisation de meetings et de conférences en extérieur ou dans des lieux clos réservés pour l'occasion. Ces derniers portent surtout la marque de la Ligue des droits de l'homme (LDH), qui entend contrer l'agitation nationaliste. Elle organise des débats publics où les orateurs misent sur une pédagogie du scandale pour mobiliser les foules. En décembre 1898, 44 événements de ce type ont lieu partout en France<sup>9</sup>. La tendance s'accroît à mesure que le procès en révision approche, avec 40 nouvelles manifestations de mars à juillet 1899 contre seulement 8 pour les nationalistes<sup>10</sup>. Les meetings sont un puissant levier de propagation de la cause au sein des masses populaires. Ils rassemblent à la fois les militants les plus fervents, et des nouveaux venus en quête d'éclaircissements sur l'affaire. Leur audience permet de collecter de nouvelles signatures pour les pétitions, mais surtout d'insuffler une dynamique collective à la mobilisation dreyfusarde<sup>11</sup>.

En 1898-99, au moment où l'affaire s'embrase, tout semble donc propice à un premier contact entre meeting dreyfusard et projection pédagogique. C'est l'objet de cet article de montrer comment les tribuns dreyfusards se sont appuyés sur des projections à la lumière oxhydrique pour illustrer leur rhétorique. De mai 1898 à février 1899, on relève une douzaine de réunions publiques où des photographies et diapositives<sup>12</sup> sont diffusées en ce sens. On évoque sous des termes variables l'organisation de conférences documentaires, de projections lumineuses, de projections électriques ou à la lumière oxhydrique<sup>13</sup>. Retracer

8. Les gazettes dreyfusardes sont minoritaires mais en progression permanente. Elles sont beaucoup plus actives au niveau des publications politiques que leurs opposantes nationalistes. Idem pour les revues dreyfusardes comme *La Revue Historique*, *La Revue Blanche*, ou *l'Année Sociologique*, et les maisons d'édition comme Calmann-Lévy, Charpentier-Fasquelle, et Pierre-Victor Stock. Janine Ponty, art.cit., p. 193-220 ; Benoît Marpeau, *L'affaire Dreyfus : dynamiques, lectures, empreinte*, Paris, Ellipses, 2017, p. 178-182.

9. Stephen Wilson, *Ideology and Experience: Antisemitism in France at the time of the Dreyfus Affair*, Londres/Toronto, Associated U.P., 1982, p. 24-27.

10. *Ibid.*, p. 24-27.

11. Christophe Charle, « Naissance d'une cause. La mobilisation de l'opinion publique pendant l'affaire Dreyfus », *Politix*, n° 16, 1991, p. 65-71, <https://doi.org/10.3406/polix.1991.1479>.

12. Nous ignorons la nature exacte des documents projetés. C'est pourquoi, par commodité de langage, nous les désignons alternativement par « photographie » ou « diapositive » tout au long de l'article.

13. *L'Aurore*, 29 juillet, 31 août 1898 ; *Le Siècle*, 27 février 1899 ; *La Petite République*, 25 août 1898.

l'histoire de cet instrument méconnu du militantisme dreyfusard – les historiens du cinéma et ceux de l'affaire ne proposent à ce jour aucune étude sur le rôle des projections politiques durant le scandale – devient possible en exploitant un contingent de sources journalistiques : une vingtaine d'articles répartis entre annonces, publicités, comptes rendus de réunion, et publiés dans la presse française nationale et régionale. À l'intérieur, on lit l'usage de ces projections comme un atout ludique, un « argument de vente » permettant de doper la fréquentation des conférences. De façon subsidiaire, quelques tracts et affiches de réunion conservés dans les archives de la préfecture de police de Paris, et publiés dans l'article viennent compléter notre documentation.

Aussi, interrogeons-nous sur la nature de ces projections en répertoriant les méthodes d'organisation, les contenus diffusés, et l'identité des participants, avec, en filigrane, la volonté de mesurer le poids réel de ces manifestations à l'intérieur du militantisme dreyfusard. In fine, il s'agit de voir comment la diapositive jusque-là cloisonnée à l'éducation populaire a été enrégimentée dans l'activisme politique à l'occasion de l'affaire, et si l'expérience ne constitue pas une prémisse aux usages de propagande cinématographique par la récupération et la réinterprétation de l'image à des fins idéologiques. Une première focale mettra en exergue la dimension sociale de ces réunions, à travers la vocation pédagogique et les aspects ludiques des matériels utilisés. À l'issue, une attention particulière sera portée à la dimension politique, montrant des conférences essentiellement parisiennes et dominées par la gauche.

## Une pédagogie de l'affaire sur fond de diapositives dreyfusardes

### *Projeter Dreyfus : un usage ludique au service d'un discours politique*

Les soirées passées à la lumière oxhydrique s'appuient sur une variété documentaire. Certaines conférences diffusent les lettres d'Esterhazy, de Dreyfus, et le fameux bordereau ayant précipité sa condamnation<sup>14</sup>. Des pièces déjà connues du grand public. En effet, ledit bordereau est publié pour la première fois en fac-similé dans *Le Matin* le 1<sup>er</sup> novembre 1896. Il en est de même pour les lettres d'Esterhazy, parues dans *Le Figaro* le 28 novembre 1897 et qui insultent la France et son armée. Il y est notamment décrit la joie

14. *Le Rappel*, 30 août 1898 ; *L'Aurore*, 31 août 1898.

qu'éprouverait l'officier à entrer un jour dans Paris à la tête d'un escadron de hussards prussiens, et de sabrer 100 000 parisiens<sup>15</sup>.

À l'inverse, des articles moins expansifs se cantonnent à relater la projection des « pièces secrètes<sup>16</sup> » du dossier. Pour rappel, plusieurs éléments de l'instruction ont fait l'objet d'une publication dans les journaux et quelques ouvrages militants<sup>17</sup>, comme les *Preuves* de Jean Jaurès en 1898. Outre les fichiers judiciaires, sont montrés à la foule les visages des grands protagonistes du scandale. Ils sont décrits comme « les portraits d'hommes politiques, généraux, savants, etc. ayant joué un rôle actif dans l'affaire<sup>18</sup> ». Des sources mieux renseignées évoquent les photographies de maître Labori, d'Émile Zola, de Jean Jaurès, de Gérault-Richard, d'Esterhazy, et de Picquart<sup>19</sup>. De plus, un ordre du jour vient parfois compléter l'annonce des diapositives. Le 2 septembre 1898, il est question de « l'antisémitisme et l'affaire Dreyfus<sup>20</sup> », tandis que le 7 il est traité de « la mort du colonel Henry devant l'opinion. Suicide... ou assassinat ? L'attitude du sire de Cavaignac. Démission... ou fuite<sup>21</sup> ? ».

La lecture équivoque de certains articles interroge la place des films dans ces conférences. Illustration dans *Le Petit Républicain du Midi*, où la plume du chroniqueur laisse planer le doute quant à l'utilisation d'images animées : « Il a été fait une projection lumineuse représentant des officiers de l'armée enchaînés et conduits en prison<sup>22</sup>. » Une piste néanmoins difficile à creuser compte tenu du manque de détails, et de la rareté de ce type de sources.

Sur les conditions matérielles de ces projections, des zones d'ombre demeurent. C'est généralement dans les théâtres et les salles municipales que se tiennent les conférences. La question de l'éclairage est une énigme ; on ignore si les débats s'accommodent ou non d'une pièce plongée dans l'obscurité. En tout état de cause, les orateurs présentent un lot de vues dont l'exposition leur sert de support pédagogique. Le 29 juillet 1898, *L'Aurore* relate que « le docteur Lapique [...] au moyen de projections électriques, a démontré qu'Esterhazy était l'auteur du bordereau ». Les comptes rendus de presse

15. La lettre est écrite en 1882 par Esterhazy et adressée à une de ses maîtresses. Elle est publiée en fac-similé par *Le Figaro* en face du fac-similé du bordereau, de sorte à pouvoir comparer les deux écritures. *Le Figaro*, 28 novembre 1897.

16. *L'Univers*, 30 juillet 1898 ; *La Petite République*, 29 juillet 1898.

17. Publication d'un fac-similé du bordereau, *Le Matin*, 1<sup>er</sup> novembre 1896.

18. *L'Aurore*, 17 septembre 1898.

19. *Le Matin*, 29 juillet 1898 ; *Le Progrès de la Somme*, 30 juillet 1898.

20. *Le Siècle*, 2 septembre 1898.

21. *Le Rappel*, 8 septembre 1898.

22. *Le Petit Républicain du Midi*, 21 septembre 1898.

soulignent le caractère innovant des procédés technologiques, et mettent en avant la fascination des spectateurs<sup>23</sup>. Un émerveillement qui rappelle celui des premiers contemplateurs de diapositives, dans le cadre de l'éducation populaire<sup>24</sup>. Mais accéder à ces animations a un coût. Un coût qui oscille entre 30 et 50 centimes dans les annonces<sup>25</sup>, peut-être pour amortir l'usage et le temps d'exploitation des appareils ?

Nonobstant l'ambition pédagogique de ces conférences, elles n'en restent pas moins des lieux de militantisme. On y observe une ferveur dreyfusarde qui se manifeste tant dans les propos des tribuns, que dans les réactions d'un auditoire acquis à la cause :

Tous les assistants étaient du même avis, de sorte que, après quelques mots très applaudis du président, le conférencier a pu aborder et poursuivre sans encombre son argumentation [...] Pas un contradicteur ne s'est présenté ; pas une protestation ne s'est produite<sup>26</sup>.

L'opposition qui, parfois, émerge de la salle est étouffée par les spectateurs en liesse. Dans l'exemple qui suit, un ecclésiastique voulant s'exprimer est censuré par la foule en délire. Cette dernière y voit sans doute un nationaliste en puissance, étant entendu qu'une majorité du clergé de l'époque baigne dans cette mouvance :

Un prêtre qui se trouvait parmi les assistants ayant voulu, à un certain moment, prendre la parole – et probablement dans le sens de l'orateur – il en fut empêché par de formidables huées<sup>27</sup>.

De manière générale, ces soirées passées à la lumière oxydrique n'ont pas vocation à être contradictoires. En témoigne l'ironie de certaines annonces, qui convient au débat les ennemis de Dreyfus :

Le sieur Girou, député nationaliste aura sans doute le courage de venir défendre ses clients : Esterhazy, Paty de Clam, Clique et Cie<sup>28</sup>.

À notre connaissance, les antidreyfusards n'utilisent pas de diapositives. Une absence qui ne les empêche pas de commenter l'activité documentaire de leurs opposants. En mai 1898, *La Libre Parole* attaque violemment Lucien

23. *Le Progrès de la Somme*, 30 juillet 1898.

24. Armelle Sentilhes, « L'audio-visuel au service de l'enseignement », art.cité, p. 165-182.

25. *L'Aurore*, 17 septembre 1898 ; *La Petite République*, 29 juillet 1898.

26. *Le Rappel*, 31 juillet 1898.

27. *Le Progrès de la Somme*, 30 juillet 1898.

28. *Le Rappel*, 8 septembre 1898.

Anspach<sup>29</sup>, identifié comme un initiateur de ces projections lumineuses. Un portrait au vitriol, ouvertement antisémite, lui est adressé par Raphaël Viau :

Le Syndicat Dreyfus ne se borne pas à faire vomir en France et à l'étranger des bordées d'injures sur l'armée française par des feuilles à gages. Il organise maintenant des conférences avec projections lumineuses. C'est un gremlin circoncis du nom de Lucien Anspach qui vient de faire à Bruxelles, la première de ces conférences [...] Si l'Anspach vient à Paris conférencier, il fera bien surtout de développer à l'avance quelques bandes de sparadrap<sup>30</sup>.

Notons qu'à la suite de ce brûlot, Viau et Anspach s'affrontent en duel judiciaire ; un combat remporté par Anspach.

Indiquer la présence de projections dans les articles est déjà en soi un élément de distinction vis-à-vis des meetings dreyfusards « classiques ». Il pourrait être un argument de séduction pour convaincre les plus réticents à se rendre aux conférences. Un argument notamment en direction des classes ouvrières, dont on connaît l'émerveillement pour les images à travers leur fréquentation assidue des universités populaires<sup>31</sup> ; d'autant que le ralliement des gauches au combat dreyfusard s'effectue au même moment<sup>32</sup>. Ceci étant, le côté « marketing » de ce type de mentions est tempéré par la neutralité typographique avec laquelle elles sont retranscrites.

Au plus fort de l'affaire, la douzaine de conférences documentaires recensées représente peu face aux 84 meetings « classiques » qui se déroulent entre décembre 1898 et juillet 1899<sup>33</sup>. Ceci dit, les conférences débutent dès l'été 1898 avec deux sessions organisées en juillet, et deux autres en août<sup>34</sup> ; ce qui démontre un temps d'avance vis-à-vis de la grande campagne des meetings dreyfusards qui ne s'amorce qu'à compter du mois de septembre<sup>35</sup>.

29. Lucien Anspach est ingénieur et enseignant belge à l'Université libre de Bruxelles. Figure du protestantisme belge, il est un des dirigeants de la Ligue de propagande philosophique anticléricale, et du Comité de propagande contre l'antisémitisme. Il est l'auteur de nombreuses conférences en Belgique pour démontrer au public l'innocence du Capitaine Dreyfus. Philippe Oriol, « Lucien Anspach », *Dictionnaire de l'affaire Dreyfus*, <https://dicoaffairedreyfus.com/index.php/2020/02/13/lucien-anspach/>, n.p.

30. *La Réforme : Organe de la Démocratie Libérale*, 19 mai 1898.

31. Christophe Premat et Olivier Sigaut, « La diffusion des universités populaires en France : 1898-1914 », art. cité, p. 8.

32. Pour rappel, les projections dreyfusardes comptabilisées se tiennent entre mai 1898 et février 1899.

33. Stephen Wilson, *Ideology and Experience: Antisemitism in France at the time of the Dreyfus Affair*, op. cit., p. 24-27.

34. *Le Matin*, 29 juillet 1898 ; *L'Univers*, 30 juillet 1898 ; *Le Journal des débats politiques et littéraires*, 28 août 1898 ; *La Petite République*, 25 août 1898.

35. Christophe Charle, « Naissance d'une cause », art. cité, p. 70.



Se servir des aspects ludiques de l'image pour faire infuser un fond idéologique dans l'esprit de ceux qui contemplant : c'est là l'ambition des conférences lumineuses. Une ambition pas forcément circonscrite aux seuls rassemblements militants.

*Les projections dreyfusardes : un phénomène étendu aux lieux d'enseignement ?*

Les établissements scolaires ont-ils ouvert leurs portes aux images du capitaine ? C'est ce que révèle une série d'articles publiés les 29 et 30 mars 1899, où il est question d'enrôler les enseignants dans le militantisme. Une tentative amorcée par les associations dreyfusardes, décidées à violer la neutralité des écoles :

La Ligue des droits de l'homme vient d'adresser aux instituteurs le canevas d'une conférence à faire sur l'affaire Dreyfus, en même temps qu'une offre de plaques photographiques pour projections lumineuses destinées à illustrer la conférence. On ne nous dit pas si c'est avec l'approbation du ministre de l'Instruction publique<sup>36</sup>.

Les journaux qui relaient cette dépêche sont tous d'obédience nationaliste<sup>37</sup>. L'opposition à Dreyfus s'y manifeste via une rédaction acide. On ne se cantonne pas à véhiculer la nouvelle ; on la commente à travers un prisme antisémite, donnant du relief aux fantasmes complotistes qui gravitent autour du condamné :

La Ligue des droits de l'homme, uniquement occupée aujourd'hui des intérêts du traître Dreyfus, vient également d'envoyer à tous les instituteurs de France le canevas d'une conférence sur l'affaire Dreyfus, en même temps qu'une offre de plaques photographiques pour projections lumineuses destinées à illustrer ladite conférence [...] Mais c'est tout de même trop fort que le culte moderne du Juif débute par mettre sur l'autel, au milieu de l'auréole des projections lumineuses, l'Alfred Dreyfus qui nous vendait à l'Allemagne, et qu'on ose prosterner, le front dans la poussière, la France devant un Judas<sup>38</sup>.

L'exécutif est accusé de cautionner ou de « laisser faire » ; étant entendu « qu'il est inutile de demander ce que pense de ces deux faits le ministre de l'Instruction publique. On le sait<sup>39</sup>. » Ces prétendues prévarications ne défraient pas la chronique ; une parution anonyme, noyée dans un flot d'actualités sur

36. *Le Journal de la ville de Saint-Quentin et de l'Arrondissement*, 30 mars 1899 ; *L'Écho de Paris*, 29 mars 1899.

37. Janine Ponty, « La presse quotidienne et l'affaire Dreyfus en 1898-1899. Essai de typologie », art. cité, p. 193-220.

38. *Le Courrier de Saône-et-Loire*, 30 mars 1899.

39. *Ibid.*

l'affaire. Au demeurant, il est possible que ces annonces ne soient en réalité que des rumeurs, vouées à salir et diffamer des adversaires politiques. Deux éléments viennent appuyer cette hypothèse : un rayonnement médiatique limité aux gazettes antidreyfusardes, et une absence de publications postérieures.

Par ailleurs, certaines instances de l'éducation populaire, notamment les universités populaires (UP), ont pu diffuser des images de Dreyfus dans le courant de l'affaire. Un faisceau d'indices permet de le penser malgré l'absence de documentation sur le sujet. Le premier indice, c'est la forte implantation des intellectuels dreyfusards dans le fonctionnement des UP, tant au niveau des conseils d'administration que des enseignements prodigués. Beaucoup figurent parmi les membres fondateurs de certaines UP : Basch à Rennes, Bouglé à Montpellier, ou Monod à Versailles<sup>40</sup>. D'autres siègent à la commission directoriale de la Société des universités populaires, chargée de coordonner et de financer l'ouverture de nouvelles structures, comme Anatole France ou Gabriel Séailles<sup>41</sup>. On note qu'au sein des UP, sont très vite apparues des divergences idéologiques entre une tendance philanthropique souhaitant la réconciliation des classes par la diffusion d'un savoir neutre, et une tendance socialiste privilégiant une formation des ouvriers induite des préceptes du progressisme<sup>42</sup>. Cette guerre des idées qui prend forme à la fin du siècle, amène à la marginalisation de Georges Deherme – le père fondateur du principe des UP – qui refuse de transformer ses structures éducatives en relais de propagande. La violence des débats qui émaillent le cas Dreyfus met en exergue l'urgence impérieuse de lutter contre les démagogues. C'est pourquoi en développant l'esprit critique des classes ouvrières, les UP militent pour un idéal d'humanité qui à travers lui exprime son rejet du nationalisme.

Le second indice, c'est la démocratisation des matériels de projection dans les instances de l'éducation populaire. Trois sociétés d'instruction populaire sont aux manettes de cet essor « pré-cinématographique ». Elles créent leurs propres fonds de vues, mais surtout achètent différents modèles de lanterne pour les prêter à leurs adhérents. Il s'agit de la Société havraise d'enseignement par l'aspect, de la Société nationale des conférences populaires, et de la Ligue de l'enseignement<sup>43</sup>. Leur mainmise sur les matériels de projection permet à la diapositive d'émerger au sein des universités populaires (UP).

40. Christophe Premat et Olivier Sigaut, « La diffusion des universités populaires en France : 1898-1914 », art.cité, p. 1-15.

41. *Ibid.*

42. *Ibid.*

43. Armelle Sentilhes, « L'audio-visuel au service de l'enseignement : projections lumineuses et cinéma scolaire. 1880-1940 », art. cité, p. 165-182.

Le cumul de ces deux indices permet d'envisager l'hypothèse de projections dreyfusardes au sein des UP ; une hypothèse dont les conséquences sociales et culturelles pourraient être lourdes, eu égard au rayonnement et à la croissance fulgurante de l'éducation populaire au moment de l'affaire. Durant l'hiver 1896, près de 16 000 cours pour adultes sont dispensés, plus de 60 000 conférences, le tout à destination d'un auditoire évalué à 3 millions de personnes<sup>44</sup>. Quant aux UP, près de 230 voient le jour entre 1898 et 1901 pour pas moins de 50 000 adhérents<sup>45</sup>.

## La conférence documentaire : un phénomène parisien dominé par la gauche

### *Quand les ligues républicaines font leur cinéma*

Au cours de l'affaire, des ligues républicaines se constituent spécialement pour la défense du capitaine ; d'autres, qui préexistent, rejoignent le combat dreyfusard. Ce dernier cas correspond à la Ligue démocratique des écoles (LDE) – autrement appelée « Cercle d'études politiques et sociales » – responsable de trois projections documentaires sur la douzaine relevée : les 28 et 29 juillet 1898, et le 27 février 1899<sup>46</sup>. Sur cette association, peu d'études historiques ont été menées. Elle est constituée en avril 1893 à la suite d'une conférence d'Alphonse Aulard sur la science, la religion et la démocratie<sup>47</sup>. La raison de sa genèse est semble-t-il la crainte d'une résurgence boulangiste après les révélations du scandale de Panama. Ses membres sont majoritairement des étudiants aux convictions républicaines, avec un fort ancrage à gauche<sup>48</sup>. Vincent Duclert l'identifie à un satellite de la Ligue des droits de l'homme (LDH). Il relève qu'elle a pu « regrouper une partie des étudiants du quartier Latin, prêts à soutenir les professeurs dreyfusards contre les bandes antisémites de Jules Guérin<sup>49</sup> ». Lors des trois conférences précitées, la LDE confie l'animation des

44. *Ibid.*

45. Bertrand Tillier, *Les artistes et l'affaire Dreyfus*, op. cit., p. 164-165.

46. *Le Siècle*, 27 février 1899 ; *L'Aurore*, 29 juillet 1898 ; *L'Univers*, 30 juillet 1898.

47. Edme Champion, « La Ligue démocratique des écoles et la conférence de M. Aulard », *La Revue pédagogique*, n° 22, janvier – juin 1893, p. 523-527.

48. Gilles Candar, *Jean Longuet : un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, p. 25-26.

49. Vincent Duclert, *L'affaire Dreyfus*, Paris, La Découverte, 2012, p. 83-84.

débats au docteur en sciences Louis Lapicque<sup>50</sup>. En 1898, ce jeune chercheur n'est pas encore maître de conférences, et la principale mission qui occupe son année est d'assister à un congrès de physiologie expérimentale à la Faculté des sciences de Paris<sup>51</sup>. Il est par ailleurs adhérent de la LDH, l'autre ligue spécialement fondée à l'occasion du scandale.

Principale artisan de la campagne des grands meetings dreyfusards<sup>52</sup>, la LDH se fait plus discrète sous les projecteurs. Jamais elle n'est citée comme organisatrice ou instance participante d'une conférence lumineuse. Pour autant, ses membres ne sont pas tous aux abonnés absents. En témoigne le cas de Francis de Pressensé, qui collabore à quatre projections tenues le 28 août et les 7, 11 et 15 septembre 1898<sup>53</sup>. À chaque fois il est présenté sous le mandat de journaliste de *L'Aurore* ou du *Temps*, et non sous celui de dirigeant de la LDH. Un statut qui n'empêche pas son zèle outrancier de se manifester à la tribune. Le 13 septembre, il est épinglé par l'ordre de la Légion d'honneur pour des propos réputés injurieux qui, selon toute vraisemblance, auraient été proférés lors de la projection documentaire du 7 septembre :

M. de Pressensé, rédacteur du *Temps*, a reçu du grand chancelier de la Légion d'honneur un avis l'informant qu'il se trouve déféré devant un conseil d'enquête composé de membres du conseil supérieur de l'ordre [...] M. Dehault de Pressensé aurait présidé le 7 septembre 1898 un meeting public et contradictoire, dans lequel on aurait flétri les officiers de l'état-major qui seraient tous des faussaires et formulé les accusations les plus outrageantes pour des officiers généraux [...] La commission aura à faire connaître si à son avis les faits ci-dessus visés constituent des actes portant atteinte à l'honneur de M. Dehault de Pressensé<sup>54</sup>.

En tout état de cause, les ligues républicaines n'occupent qu'un rôle marginal dans l'animation de ces soirées passées à la lumière oxydrique. Leur organisation est donc déferée à d'autres acteurs, issus d'une gauche plus partisane, et parfois plus radicale.

50. *Le Siècle*, 27 février 1899 ; *Le Rappel*, 31 juillet 1898 ; *La Petite République*, 29 juillet 1898.

51. Louis Lapicque devient maître de conférences en 1899 à la Faculté des sciences de Paris. Christophe Charle et Eva Telkès, *Les professeurs de la Faculté des sciences de Paris : 1901-1939. Dictionnaire biographique 1901-1939*, Institut national de recherche pédagogique, n° 25, 1989, p. 175-178.

52. Stephen Wilson, *Ideology and Experience: Antisemitism in France at the time of the Dreyfus Affair*, op. cit., p. 24-27.

53. *Le Rappel*, 30 août, 8 septembre 1898 ; *Le Cri du Peuple*, 11 septembre 1898 ; tract de manifestation de soutien à Dreyfus, 15 septembre 1898, préfecture de police de Paris, archives numérisées, <http://www.dreyfus.culture.fr/fr/pedagogie/documents-1.htm>.

54. *Le Petit Républicain du Midi*, 21 septembre 1898.

## Un « cartel des gauches » aux commandes des projecteurs

À l'été 1898, la mise en œuvre des premières projections coïncide avec le moment où tous les courants du socialisme se rallient un à un à la cause du capitaine. Dans les meetings dreyfusards, toutes les mouvances de gauche manifestent sous le même pavillon : des anarchistes de Sébastien Faure aux radicaux de Ferdinand Buisson<sup>55</sup>. Un œcuménisme politique prend forme, et les conférences lumineuses ne font pas exception à la règle.

Le 28 août 1898, « des orateurs appartenant à des partis divers<sup>56</sup> » animent une de ces soirées passées à la lumière oxhydrique. Le libéral Francis de Pressensé<sup>57</sup> prend la parole aux côtés des militants anarchistes Sébastien Faure, Murmain et Antoine Cyvcot. Cyvcot justement, un habitué des projecteurs dont l'allocution vient souvent conclure les réunions. C'est le cas les 28 et 29 juillet chez les étudiants socialistes de la Ligue démocratique des écoles<sup>58</sup>. Le 2 septembre, il est invité par le « groupe des études économiques et sociales » et partage la table des intervenants avec Émile Joindy, un membre du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (POSR)<sup>59</sup>. Cinq jours plus tard, il retrouve de Pressensé et son camarade anarchiste Albert Libertad, pour une conférence documentaire tenue par le « groupe des propagandistes révolutionnaires<sup>60</sup> ». Aussi, les déambulations militantes de Cyvcot sont sa façon de recouvrer sa liberté. Condamné au bagne en Nouvelle-Calédonie<sup>61</sup>, il est gracié au printemps 1898 à la suite d'une campagne d'opinion. De retour en France, il milite pour la relaxe des anarchistes toujours écroués. Son engagement dans l'affaire fait écho au destin carcéral qu'il partage avec Dreyfus. En tout état de cause, sa participation active aux projections met en lumière un aréopage de débatteurs issus de toutes les mouvances de gauche.

En plus de la presse, l'idée d'un œcuménisme politique est aussi visible sur les tracts et les affiches distribués ou placardés dans Paris. Contrairement aux journaux, ces formats misent sur une typographie en grand et en gras pour valoriser la présence de projections lumineuses. La manœuvre a certainement pour but d'attirer les curieux, en insistant sur l'aspect ludique de l'évènement.

55. Jean-Jacques Becker (dir.), *Histoire des gauches en France*, Paris, La Découverte, 2005, p. 197-214.

56. *Le Rappel*, 30 août 1898.

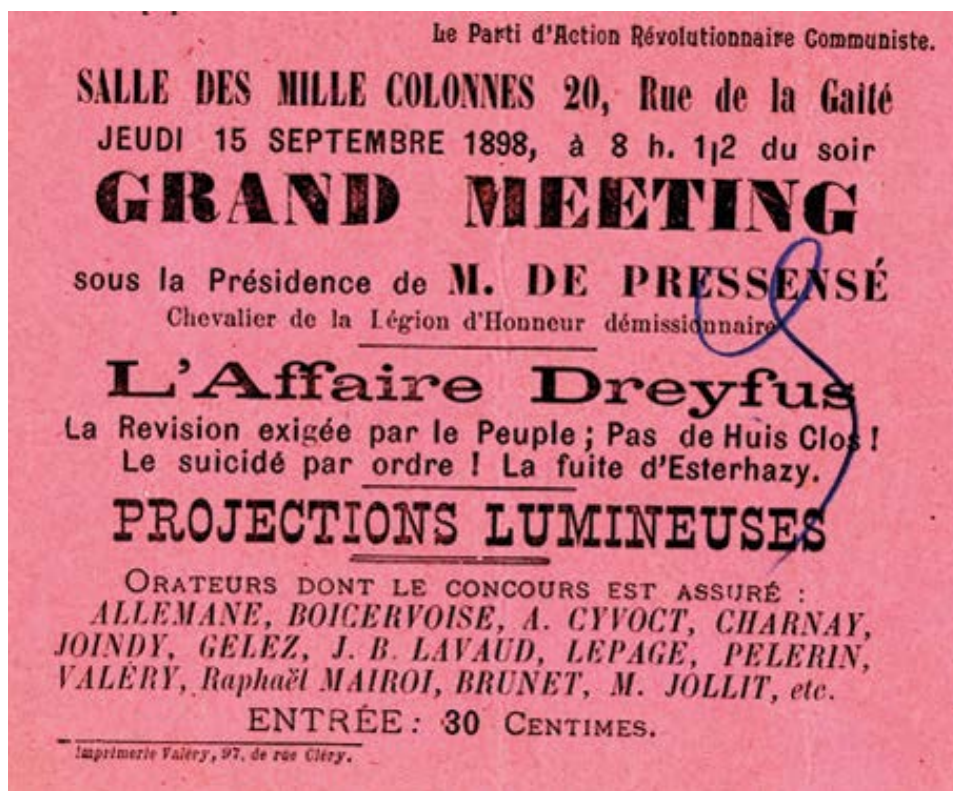
57. Francis de Pressensé se convertit au socialisme dans le courant de l'affaire Dreyfus, entre 1898 et 1899.

58. *Le Matin*, 29 juillet 1898 ; *Le Progrès de la Somme*, 30 juillet 1898.

59. *Le Siècle*, 2 septembre 1898.

60. *Le Rappel*, 8 septembre 1898.

61. Il est condamné au bagne pour le double attentat perpétré le 22 octobre 1882 au restaurant du théâtre Bellecour, et dans un bureau de recrutement de l'armée.



Ill. 1. Tract de manifestation de soutien à Dreyfus, 15 septembre 1898, préfecture de police de Paris, archives numérisées.

On le constate le 15 septembre 1898, quand le Parti d'action révolutionnaire communiste annonce un grand meeting<sup>62</sup> réunissant les orateurs Allemane, Boicervoise, Cyvcot, Charnay, Joindy, Gelez, J.-B. Lavaud, Lepage, Jollit, et de Pressensé<sup>63</sup>. Une nouvelle fois, socialistes, anarchistes et libéraux partagent la table des débats.

De tous les partis conviés à ces soirées diapositives, le plus investi semble celui des anarchistes. Leurs tribuns dirigent les opérations lors de six projections sur la douzaine recensée : les 28 et 29 juillet, le 28 août, et les 2, 7 et 15 septembre 1898. À l'intérieur du mouvement, l'affaire occasionne un

62. Tract de manifestation de soutien à Dreyfus, 15 septembre 1898, préfecture de police de Paris, archives numérisées, <http://www.dreyfus.culture.fr/fr/pedagogie/documents-1.htm>.

63. Probablement Henri Lepage et Maurice Jollit : deux membres du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (POSR). Idem pour Charnay et Joindy. Gelez, Allemane et Boicervoise sont trois militants socialistes. Jean-Baptiste Lavaud est un syndicaliste et cofondateur de la CGT.

schisme entre partisans. En juillet 1898, *Le Père Peinard* et *Les Temps Nouveaux* refusent de rejoindre la cause dreyfusarde, estimant que l'antisémitisme demeure une lutte interne au capitalisme, soit un conflit entre bourgeois<sup>64</sup>. La tendance est soutenue par de nombreux militants qui, sans jamais s'allier aux xénophobes de droite, continuent de croire aux vertus révolutionnaires de l'antisémitisme. Il y a donc un décalage entre la surreprésentation anarchiste lors de nos conférences documentaires, et la faible mobilisation pour Dreyfus au sein du parti. Un paradoxe qui s'évanouit en septembre 1898, au moment où le suicide du colonel Henry amorce une entrée massive des drapeaux noirs dans le soutien au capitaine<sup>65</sup>. En conséquence, les projections qui rythment l'été sont probablement le fait de la minorité dissidente du mouvement. À sa tête Sébastien Faure qui, via son journal *Le Libertaire*, s'intéresse au cas Dreyfus depuis l'hiver 1897. Il intervient à Belleville aux côtés de ses partisans Murmain, et Antoine Cyvcot le 28 août 1898<sup>66</sup>. Les raisons de son implication précoce dans l'affaire sont au croisement de la morale humaine et du calcul politique. C'est à la fois une volonté de combattre l'antisémitisme comme doctrine qu'il répugne, mais aussi l'opportunité de se mêler à une lutte collective pour favoriser la progression des idées libertaires<sup>67</sup>. Faure figure bien parmi les précurseurs de la mobilisation dreyfusarde à gauche. Il partage cette primeur avec un autre habitué des projections lumineuses : Maurice Charnay du POSR. Lui qui, au lendemain de la dégradation, interroge les événements judiciaires, émet l'hypothèse d'une épouvantable machination, et se demande s'il n'est pas question à travers Dreyfus de « poursuivre en lui l'israélite<sup>68</sup> ». Il assiste à la conférence documentaire du 25 août 1898, aux côtés des socialistes de Pantin<sup>69</sup>.

À l'étranger, la diapositive réunit aussi les partisans du Capitaine. Dans le théâtre lyrique de Bruxelles, le 19 septembre 1898, une séance à la lumière oxydrique convoque plusieurs parlementaires belges<sup>70</sup>. On note la présence des députés du Parti ouvrier Léon Furnémont et Émile Vandervelde, ainsi que celle du libéral Georges Lorand. La Belgique voit donc sa représentation

64. Gilles Manceron et Emmanuel Naquet (dir.), *Être dreyfusard hier et aujourd'hui*, Rennes, presses universitaires, 2009, p. 371-384.

65. *Ibid.*

66. *Le Rappel*, 30 août 1898.

67. Sébastien Faure, *Les anarchistes et l'affaire Dreyfus*, Paris, Hachette Livres, 1898.

68. *Le Parti Ouvrier*, 7-8 janvier 1895, dans Gilles Manceron et Emmanuel Naquet (dir.), *Être dreyfusard hier et aujourd'hui*, op. cit., p. 371-384.

69. *La Petite République*, 25 août 1898.

70. *L'Aurore*, 17 septembre 1898.

nationale intervenir dans les projections lumineuses, contrairement à la France où peu d'élus se présentent à ces événements<sup>71</sup>. Il faut dire que la gauche belge réussit sa transition vers le dreyfusisme bien avant son homologue française. Au début de l'année 1898, presque tous les députés socialistes et libéraux signent ensemble une adresse d'hommage à Zola<sup>72</sup>. Au même moment en France, Jaurès et les siens s'engagent sur un manifeste renvoyant dos à dos dreyfusards et antidreyfusards<sup>73</sup>. Aussi, l'exemple belge révèle que les projections lumineuses ne sont pas un monopole hexagonal, et que la participation des parlementaires reflète le « temps d'avance » politique du pays sur la conjoncture de son voisin. Au demeurant, la discrétion des élus français n'entrave pas le bon déroulé de ces conférences, qui enflamment Paris et son Quartier latin.

### *Paris et son Quartier latin sous le feu des projecteurs*

Dès l'automne 1898, la campagne des grands meetings dreyfusards permet à l'affaire de rayonner en province, et ainsi combler son déficit de notoriété avec Paris. Un déficit palpable dans la presse, avec 6 titres parisiens sur les 7 quotidiens dreyfusards au moment du procès Zola, et des provinces qui se partagent entre antidreyfusisme majoritaire et désintérêt pour le scandale<sup>74</sup>. En décembre 1898, 24 meetings sont organisés dans des salles parisiennes, contre 20 dans les autres agglomérations de France<sup>75</sup>. Leur succès revient à la LDH qui accentue son implantation régionale au moyen d'un recrutement massif, et de sections locales dynamiques. De 800 adhérents à l'été 1898, on passe à 4 500 en janvier 1899, puis à 12 000 à la fin de l'année. À l'approche du procès en révision de Rennes, les militants se répartissent dans près de 100 sections qui recouvrent l'ensemble du territoire national<sup>76</sup>. Fortes de ce constat, les conférences documentaires auraient pu bénéficier de l'élan démultiplicateur des meetings dreyfusards en province. Pourtant, il n'en est rien. Sur la douzaine de projections recensées, toutes se déroulent à Paris et dans ses villes

71. Fournière, député de Guise, est le seul parlementaire français que nous relevons dans le cadre des conférences documentaires. Sa présence est attestée lors de 2 projections tenues les 28 et 29 juillet 1898. *Le Matin*, 29 juillet 1898 ; *L'Univers*, 30 juillet 1898.

72. Jean Stengers, « La Belgique et l'affaire Dreyfus », *Bulletin de la Classe des lettres et des sciences morales et politiques*, n° 1-6, 1995, p. 69-105.

73. *Ibid.*

74. Christophe Charle, « Naissance d'une cause. La mobilisation de l'opinion publique pendant l'affaire Dreyfus », art. cité, p. 70; Janine Ponty, « La presse quotidienne et l'affaire Dreyfus en 1898-1899. Essai de typologie », art. cité, p. 193-220.

75. Stephen Wilson, *Ideology and Experience: Antisemitism in France at the time of the Dreyfus Affair*, op. cit., p. 24-27.

76. Vincent Duclert, *L'affaire Dreyfus*, op. cit., p. 83-84.



avoisinentes. Pour la capitale, on note le quartier de Belleville, le Quartier latin, le 11<sup>e</sup>, le 13<sup>e</sup> et le 14<sup>e</sup> arrondissement, tandis que dans les périphéries urbaines Aubervilliers est également l'hôte de ces soirées passées à la lumière oxhydrique. De facto, les partisans du capitaine seraient partis à la conquête des campagnes en laissant leurs projecteurs et leurs vues en région parisienne.

Paris a beau polariser l'essentiel des conférences lumineuses, toutes ses adresses ne réservent pas le meilleur accueil aux vues dreyfusardes. À commencer par le centre-ville où organiser un tel événement semble bien périlleux, compte tenu de l'agitation politique qui y règne. Le Parti d'action révolutionnaire communiste en fait l'amère expérience, et se justifie de devoir réunir ses fidèles dans la salle des mille colonnes (14<sup>e</sup> arrondissement), plutôt que de les convoquer au cœur de la capitale (1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, et 4<sup>e</sup> arrondissements) :

Un meeting monstre devait avoir lieu au centre de Paris. Mais grâce aux appels à la guerre civile qui remplissent tous les jours les colonnes de *l'Intransigeant*, de *La Libre Parole* et de *La Patrie*, des commerçants effrayés bien à tort – car toute cette gente de braillards n'est nullement à craindre – ont refusé la location de leur établissement. Cependant, la vaste salle des mille colonnes nous reste ouverte. C'est là qu'aura lieu [...] l'immense manifestation projetée<sup>77</sup>.

À cette époque, la salle des mille colonnes est un gigantesque bâtiment capable d'accueillir plus de 2 000 personnes<sup>78</sup>. C'est pourquoi, on exhorte les sympathisants du capitaine à venir y saturer les lieux.

Il faut que tout Paris et la banlieue s'y rendent. Il faut que tous les amis de la vérité, que tous les travailleurs, même ceux des quartiers les plus éloignés, y viennent clouer au banc de l'infamie les traîtres de l'État-major<sup>79</sup>.

Par ailleurs, les arrondissements secondaires de la capitale montrent un certain dynamisme à manier les diapositives dreyfusardes. Dans le Quartier latin, la salle d'Arras est une habituée de la lumière oxhydrique. Trois conférences y sont organisées, à chaque fois sous l'égide de la LDE<sup>80</sup>. Deux d'entre elles ont lieu durant l'été 1898, dans un contexte étudiant particulièrement animé. En effet, après avoir été un foyer du nationalisme au moment du procès Zola<sup>81</sup>,

77. Tract de manifestation de soutien à Dreyfus, 15 septembre 1898, préfecture de police de Paris, archives numérisées, <http://www.dreyfus.culture.fr/fr/pedagogie/documents-1.htm>.

78. *La Justice*, 21 janvier 1889.

79. Tract de manifestation de soutien à Dreyfus, 15 septembre 1898, préfecture de police de Paris, archives numérisées, <http://www.dreyfus.culture.fr/fr/pedagogie/documents-1.htm>.

80. *Le Siècle*, 27 février 1899 ; *Le Progrès de la Somme*, 30 juillet 1898 ; *L'Aurore*, 29 juillet 1898.

81. Le « J'accuse !... » d'Émile Zola est la source de réactions hostiles du Quartier latin. Des bandes de trois à cinq étudiants défilent, aux cris de « Conspuez Zola ! », « À bas les juifs ! », tout en brûlant

le quartier bascule vers un dreyfusisme fervent. En 1909, *L'Opinion* relate que « les dreyfusards de la première heure ont été plus nombreux au Quartier latin que nulle part ailleurs<sup>82</sup> ». Plusieurs indices tendent à démontrer l'ancrage de la LDE dans ce quartier ; d'abord, la forte population étudiante de ses membres<sup>83</sup>, a fortiori, sa capacité à les fédérer autour d'actions militantes localisées. C'est le cas en février 1898, où les ligueurs tentent une escarmouche dans leur reconquête dreyfusarde du quartier, en organisant un meeting placé sous la présidence d'Émile Zola<sup>84</sup>. On note qu'en dehors des projections lumineuses, c'est aussi là que se tient l'essentiel de leurs manifestations. Au lendemain d'une soirée passée à la lumière oxhydrique<sup>85</sup>, le 30 juillet 1898, les ligueurs battent le pavé en direction de la Sorbonne pour protester contre les sanctions infligées à Paul Stapfer, en raison de ses opinions politiques<sup>86</sup>. L'hypothèse d'un enracinement de la LDE dans le Quartier latin expliquerait l'organisation de projections limitées à ce périmètre. Un rayonnement de proximité aussi justifié par les faibles effectifs de la Ligue : 150 membres en 1898-1899<sup>87</sup>.

Enfin, ce sont les conférences organisées dans la salle d'Arras qui jouissent de la meilleure couverture médiatique. Les annonces et les comptes rendus soulignent la foule considérable et la ferveur des militants. Les séances se terminent aux cris de « Vive Zola ! Vive Picquart ! À bas Rochefort<sup>88</sup> ! ». Un enthousiasme subséquent aux activités innovantes de la LDE, dont l'objet est d'exploiter les technologies « pré-cinématographiques » au service de ses intérêts politiques.

\*

\*\*

En nombre restreint par rapport à la vague de meetings qui submerge la France en 1898-99, les projections à la lumière oxhydrique n'en restent pas moins une pratique singulière de la mobilisation dreyfusarde. Elles convoquent des salles pleines de militants en zone urbaine, essentiellement à Paris, et se distinguent

publiquement *L'Aurore*. Pierre Cahm, « Pour ou contre Zola : les étudiants de Paris en janvier 1898 », *Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 71, octobre-décembre 1978, p. 12-15.

82. *L'Opinion*, 6 février 1909.

83. Gilles Candar, *Jean Longuet : un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, op. cit., p. 25-26.

84. *L'Université de Paris*, bimestriel de l'Association générale, janvier-février, 1898.

85. *L'Univers*, 30 juillet 1898.

86. *La Croix*, 30 juillet 1898.

87. Gilles Candar, *Jean Longuet : un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, op. cit., p. 25-26.

88. *L'Aurore*, 29 juillet 1898 ; *Le Matin*, 29 juillet 1898 ; *Le Rappel*, 31 juillet 1898 ; *Le progrès de la Somme*, 30 juillet 1898.

des meetings « classiques » par leur incapacité à s'implanter dans les campagnes. Au niveau de l'organisation, les orateurs sont principalement des militants, des activistes politiques, et quelques élus issus des différentes mouvances de la gauche partisane et associative. On note une sous-représentation du corps universitaire parmi les intervenants, alors même qu'il constitue le premier pôle de l'engagement dans l'affaire<sup>89</sup>. Un engagement commencé au moment du « J'accuse... ! » de Zola, avec une majorité de pétitionnaires venus de l'université<sup>90</sup>. In fine, cette sous-représentation est d'autant plus surprenante que le principal artisan des grands meetings dreyfusards est la LDH, fondée par des universitaires.

L'exploitation des diapositives au service d'une rhétorique politique est le symptôme d'une diversification des moyens du militantisme, et d'une adaptation de ce dernier à la modernité technologique. Ce premier contact entre militantisme et projection indique que chez les dreyfusards, l'attrait pour la diapositive a devancé celui pour l'image animée. On s'est d'abord concentré sur la capacité à projeter des matériels, à défaut de s'intéresser aux possibilités de représentation de l'affaire, pourtant offertes par les différentes sociétés de cinématographe. L'explication de ce phénomène tient peut-être au regard social porté par les élites intellectuelles et culturelles sur le cinéma des premiers temps. Ce dernier est en effet perçu comme un spectacle de curiosité, un divertissement forain sujet au mépris de classe<sup>91</sup> ; c'est pourquoi, sans doute, les élites dreyfusardes ont jugé bon de ne pas en faire un support de leur combat idéologique.

Au reste, il faut attendre l'entre-deux-guerres pour que le 7<sup>e</sup> art devienne une préoccupation des dreyfusards de la LDH. En 1929, les ligueurs songent à réaliser un film sur Dreyfus pour promouvoir leur action politique<sup>92</sup>. Le projet reste lettre morte, mais illustre une montée en puissance du cinéma dans la réflexion menée sur la modernisation des moyens du militantisme dreyfusiste.

89. Christophe Charle, « Naissance d'une cause. La mobilisation de l'opinion publique pendant l'affaire Dreyfus », art. cité, p. 70 ; Philippe Oriol, *L'histoire de l'affaire Dreyfus : de 1894 à nos jours*, op. cit., p. 590-594.

90. Les deux *protestations* publiées les 14 et 15 janvier 1898 sont signées par 1482 pétitionnaires. Sur ce total, plus de mille sont des professeurs d'université, chercheurs, normaliens, agrégés, licenciés. Christophe Charle, « Naissance d'une cause. La mobilisation de l'opinion publique pendant l'affaire Dreyfus », art. cité, p. 70.

91. Georges Sadoul, *Histoire du cinéma mondial*, Paris, Flammarion, 1972.

92. *Les Cahiers des Droits de l'Homme*, 10 décembre 1929, 30 avril 1931.